

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 29/2 (2002)

DOI: 10.11588/fr.2002.2.62691

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Amöneburg als kaum nennenswerten Territorialzuwachs. Auch enttäuschte Preußen, mit dem sein Land traditionell vertrauensvoll zusammenarbeitete, vor dem Hintergrund der nunmehr neuen europäischen Konstellation seine Erwartungen in schämlicher Weise. Ob ihm zur Kurwürde noch ein Erzamt verliehen würde und wie dieses zu bezeichnen sei, konnte schon nicht mehr entschieden werden. Die beibehaltene einseitige Bindung an Preußen ließ das neue Kurfürstentum 1806 dessen Katastrophe teilen, so daß es erst nach dem Zwischenspiel des Königreichs Westfalen wieder auferstehen konnte. – In Darmstadt hatte man als wichtige Etappe auf dem Weg zur Kurwürde bereits 1747 das Privilegium de non appellando illimitatum erlangt und nach der Erhebung des Kasseler Veters wenigstens die erbeinungsgemäße Zusicherung der Kursukzession erreicht, als das Ende des Alten Reichs Aussichten auf eine Kur für Westfalen zunichte machte. Ebenso wie Württemberg wechselte Hessen-Darmstadt 1806 auf die Seite Napoleons. Wie groß und unerwartet dieser Umbruch war, zeigt sich in den diametral entgegengesetzten Ergebnissen für das zum Königreich aufsteigende Württemberg und das nun untergegangene Hessen-Kassel. Äußeres Zeichen dafür mag das Schicksal der beiden 1802 vakant gewordenen Ausfertigungen der Goldenen Bulle sein: das Trierer Exemplar gelangte wie selbstverständlich nach Stuttgart, das Kölner auf Irrwegen schließlich nach Darmstadt, eine Frage, der die Arbeit ausnahmsweise nicht nachgegangen ist.

Vf. hat eine sein Thema langfristig erschöpfende Monographie vorgelegt. An der eindrucksvollen Aufführung der Quellen und der Literatur, auf die er sich dabei stützte, befremdet nur, daß er auch »unveröffentlichte Quellen«, also die (in 13 Archiven!) benutzten Archivalien, sowie eine eigene Kategorie »Handschriften« mit der Literatur unter »Bibliographie« zusammenfaßte. In einem Anhang finden sich Tabellen über Entschädigungsforderungen sowie erneut Karten, die, wie auch Porträts beteiligter Personen, zur willkommenen Auflockerung auch bisweilen in den Text eingestreut sind. Ein Orts- und Personenregister beschließt das Buch, dessen detailliertes Inhaltsverzeichnis ein Sachregister zu ersetzen vermag. Aufgrund der Gesamtleistung bedauerlich sind verhältnismäßig viele redaktionelle Flüchtigkeiten und eine Reihe mißglückter Formulierungen. Insgesamt stellt das Buch als Dissertation eine sehr beachtliche historiographische Leistung dar und gereicht der vom Doktorvater des Vfs., Peter Claus Hartmann, mitherausgegebenen Reihe zur Ehre.

Volker RÖDEL, Karlsruhe

Renate ZEDINGER, Die Verwaltung der Österreichischen Niederlande in Wien (1714–1795). Studien zu den Zentralisierungstendenzen des Wiener Hofes im Staatswerdungsprozeß der Habsburgermonarchie, Wien/Köln/Weimar (Böhlau Verlag) 2000, 237 p. (Schriftenreihe der österreichischen Gesellschaft für die Erforschung des 18. Jhs., 7).

Cet ouvrage est subdivisé en deux grandes parties. La première (p. 23–128) contient une présentation chronologique des différentes administrations qui, de 1713 à 1804, sont chargées à Vienne du gouvernement des Pays-Bas méridionaux. La seconde (»Die Träger der Verwaltung«, p. 131–215), contient un répertoire des représentants du pouvoir central à Bruxelles de 1716 à 1794, ainsi que des différents présidents et membres des conseils viennois en charge des »affaires belgiques«.

C'est en tant que souverain espagnol, sous le nom de Charles III, que le futur empereur Charles VI prend théoriquement possession des Pays-Bas méridionaux en 1703, lors de son installation à Barcelone. Contraint, en 1711, de renoncer au trône d'Espagne en faveur de son concurrent Philippe V de Bourbon, il parvient toutefois, aidé par les alliés anglo-hollandais, à conserver les Pays-Bas, dont la souveraineté lui sera officiellement reconnue par le traité de Rastatt, le 6 mars 1714, mais dont l'Autriche ne prendra réellement en main l'admi-

nistration qu'à l'arrivée à Bruxelles du comte Joseph Lothar von Königsegg, »ministre plénipotentiaire extraordinaire« autrichien, le 31 janvier 1716.

A son retour de Barcelone, en 1711, Charles VI a ramené avec lui un certain nombre de fonctionnaires espagnols autour desquels est constituée à Vienne, le 29 décembre 1713, une administration particulière pour les territoires anciennement d'obédience espagnole. Ainsi, la *Secretaria de Estado y de Despacho por la Monarquia de España* (*Spanische Staatssekretariat*) a, à sa tête, le »Staatssekretär für die spanischen Königreiche, Staaten und Heerschaften«, Don Ramon de Vilana Perlas, marquis de Rialp, principal homme de confiance du souverain. Rapidement, son champ d'action s'étend bien au-delà des anciens territoires espagnols, et il devient la véritable plaque tournante de la correspondance diplomatique impériale. Parallèlement est mis en place un Conseil suprême espagnol (*Höchste Spanische Rat*) qui, dirigé par Don Fray Antonio Folch, prince de Cardona, est compétent pour l'administration de l'ensemble des territoires anciennement espagnols (duché de Milan, Sardaigne, royaume de Naples et Pays-Bas). Les deux institutions sont installées au palais Caprara, Wallnerstraße.

En mai 1716, le prince Eugène de Savoie est désigné gouverneur général des Pays-Bas autrichiens. Ancien gouverneur du Milanais, il y a conçu une grande méfiance à l'égard des Espagnols et est, de plus, désireux d'obtenir pour les Pays-Bas une réelle autonomie au sein de la monarchie habsbourgeoise. C'est donc sous son influence qu'est mise en place, le 1^{er} avril 1717, une institution spécifique et distincte du Conseil suprême espagnol, le Conseil suprême des Pays-Bas, dirigé par le prince de Cardona, mais au sein duquel sont statutairement présents, afin d'assurer une bonne coordination avec le gouverneur général et les autorités de Bruxelles, quatre conseillers originaires des Pays-Bas. Cependant, jusqu'au décès, en 1729, du prince de Cardona, l'influence centralisatrice du marquis de Rialp, autour duquel un véritable »parti espagnol« s'est constitué à la cour, demeure très importante au sein du conseil. La démission, en décembre 1724, du prince Eugène, puis la chute, six mois plus tard, du marquis de Prié, ministre plénipotentiaire à Bruxelles depuis 1717, ne sont pas sans rapport, sans doute, avec les luttes d'influence qui ont lieu dans l'entourage de l'empereur.

Les choses changent un peu avec l'arrivée à la présidence de Juan Antonio de Baxador, vicomte de Rocaberti, désireux de se dégager de la tutelle de Rialp, qu'il supplante d'ailleurs bientôt dans les faveurs de Charles VI, et de voir le Conseil suprême des Pays-Bas exercer désormais en toute autonomie la totalité de ses compétences. A Bruxelles, sous le gouvernement de l'archiduchesse Marie-Elisabeth (1725–1740), le remplacement, en 1733, au poste de grand-maître de la cour, du comte Visconti par le comte de Harrach, un protégé du prince Eugène, marque un renversement de tendance vers une plus grande autonomie de Bruxelles par rapport à Vienne, et notamment par rapport à l'influence du Conseil suprême. Gouverneur général *ad interim* depuis le décès, en août 1741, de l'archiduchesse jusqu'en mars 1743, Harrach continuera à entretenir des rapports difficiles avec l'autorité viennoise de tutelle. Depuis novembre 1740 Manoel duc de Sylva, comte de Tarouca, un familier de l'impératrice Marie-Thérèse, préside le Conseil suprême, dont le comte Karl-Ferdinand Königsegg-Erps, citoyen des Pays-Bas par son mariage, est le vice-président. En 1742, les bureaux du Conseil suprême ont déménagé pour le palais Rosenberg, l'actuelle Albertina. De la fin de la guerre de Succession d'Autriche, en 1748, à la suppression du conseil en 1757, les conflits ne manquent pas entre le président Sylva-Tarouca et la Chancellerie.

Devenu chancelier en 1753, Anton Wenzel von Kaunitz, très conscient de l'importance stratégique et économique des Pays-Bas et partisan du »Gesamtstaat«, souhaite renforcer le contrôle de l'administration centrale sur le gouvernement de Bruxelles, au besoin en introduisant des Autrichiens au sein des conseils collatéraux. Le 1^{er} avril 1757, la souveraine signe le décret de suppression du Conseil suprême des Pays-Bas, qui, comme celui chargé de traiter les affaires italiennes, est intégré au sein de la Chancellerie de Cour et d'État, sous le nom

de Département des Pays-Bas (*Niederländische Departement*). En 1765, les deux administrations sont regroupées dans le palais Trautson.

Dès 1757, plus aucun aspect des affaires des Pays-Bas n'échappe au chancelier, et il peut aisément filtrer toute correspondance susceptible de porter ombrage à ses plans, puisqu'il est seul désormais à pouvoir s'adresser directement à la souveraine. Cette omnipotence n'est pas sans éveiller quelques rancœurs, et le propre frère du gouverneur général Charles de Lorraine, l'empereur François-Etienne, et l'entourage de ce dernier (les Colloredo, Chotek, Haugwitz, tous hostiles à Kaunitz) s'en plaignent régulièrement. En 1770, après le décès de Cobenzl, Kaunitz donne d'ailleurs pour instruction à son remplaçant, Georg Adam, prince von Starhemberg, de contenir les tendances démagogiques manifestées par Charles de Lorraine dans ses rapports avec la population des Pays-Bas, très attachée à ses libertés traditionnelles. Le nouveau ministre plénipotentiaire, qui partage les options centralisatrices du chancelier, ne s'en fera pas faute, et, sous son ministère, le rôle politique du gouverneur général sera loin d'être ce qu'il avait été sous Cobenzl.

Successivement, Johann Jakob Anton van Dorn, ancien official à Bruxelles de la Secrétairerie d'État et de Guerre puis, à partir de 1766, le Saxon August Gottlob von Lederer, dirigent les douze à seize fonctionnaires du Département des Pays-Bas, jusqu'à sa dissolution, en 1793.

Prenant l'exact contre-pied de la politique centralisatrice impulsée par Kaunitz et poursuivie sous Joseph II, l'empereur Léopold II (février 1790–février 1792) se prononce pour le respect des particularismes et, contre l'avis du chancelier, renforce la présence belge au sein du Département des Pays-Bas à Vienne.

Le 16 mars 1792, face au danger d'invasion française, l'empereur François II crée, à côté du Département des Pays-Bas, et contre l'avis de Kaunitz, des gouverneurs généraux Albert et Marie-Christine et du ministre plénipotentiaire Metternich-Winneburg, une Jointe aulique pour les affaires des Pays-Bas (*Hofjointe*) sans compétences bien définies et qui, outre le président Lederer, comprend quatre conseillers. En août, en désaccord avec l'empereur, Kaunitz démissionne.

En mars 1793, à l'occasion de la restauration autrichienne, l'archiduc Charles est nommé gouverneur général et une Chancellerie aulique des Pays-Bas (*Niederländische Hofkanzlei*), dirigée par Lederer et Philippe Durieux, remplace à Vienne les institutions existantes, tandis que le comte Ferdinand von Trauttmansdorff-Weinsberg, est nommé chancelier des Pays-Bas. Bien qu'ayant adopté une politique de conciliation à l'égard des conseils et de la population des Pays-Bas, cette institution est victime de la seconde invasion française et cesse définitivement ses activités le 5 septembre 1795, un peu plus d'un an après la dissolution du gouvernement des Pays-Bas par l'empereur, le 2 août 1794. Un Comité provisoire pour la liquidation des affaires financières belges (*Liquidationskomitee*), dirigé par Ange de Limpens, ancien membre du Conseil de gouvernement à Bruxelles, siègera encore, de janvier 1797 à février 1804.

Cette première partie établit, pour la première fois, une chronologie précise et détaillée des évolutions de l'appareil administratif viennois en charge des Pays-Bas. On apprécie notamment le traitement relativement approfondi de périodes jusqu'alors assez mal connues des historiens belges, telle par exemple celle de la transition du régime espagnol au régime autrichien au début du règne du Charles VI, ou encore celle qui va du décès de Joseph II, en février 1790, jusqu'à la liquidation définitive, en 1804. De même, la vision viennoise de l'auteur permet de mieux comprendre à quelles luttes d'influence le gouvernement des Pays-Bas a pu donner lieu au sein de l'appareil central de la monarchie habsbourgeoise.

Si l'utilité du dictionnaire biographique des hauts fonctionnaires autrichiens actifs, à un moment ou l'autre de leur carrière, dans les affaires des Pays-Bas, n'est pas à démontrer, on regrette un peu, pour des raisons pratiques, de ne pas disposer, en annexe, de tableaux reprenant la composition évolutive de chacune des institutions évoquées. Signalons enfin

que vient de paraître l'ouvrage tant attendu de Claude Bruneel et Jean-Paul Hoyois, »Les grands commis des Pays-Bas autrichiens: dictionnaire biographique du personnel des institutions centrales«, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2001, 735 p. (Studia, 84), lequel complète fort opportunément l'ouvrage de Renate Zedinger, que tout spécialiste des Pays-Bas autrichiens se doit désormais de posséder.

Bruno BERNARD, Bruxelles

Lydia SCHER-ZEMBITSKA, *L'aigle et le phénix. Un siècle de relations franco-polonaises 1732–1832*. Préface de André CORVISIER, Paris (CNRS Éditions) 2001, 469 S. (CNRS Histoire).

Das Buch ist eine Herausforderung an den Leser und die Leserin, die sich durch eine Reihe verunstalteter Namen durcharbeiten und die einzelnen Informationen der Autorin irgendwie kombinieren müssen. In ihrem neuesten Werk behandelt die Autorin die französisch-polnischen Beziehungen von 1732 bis 1832. Diese unorthodoxe Zeiteinteilung verspricht interessante Erkenntnisse, doch der Leser versteht nicht sogleich, worum es der Autorin eigentlich geht. Will sie anhand einzelner Militärkarrieren – mit umfangreichen Biogrammen in den Fußnoten – die französisch-polnischen Beziehungen herausarbeiten, wie es im Vorwort von André Corvisier steht? Die Einleitung erhellt nicht die Absicht. Die französisch-polnischen Kontakte beginnen um 1733, die Flucht von Leszczyński bringt vermehrt Polen nach Frankreich und eine französische Unterstützung für die Partei der »Patrioten«. Munter geht es, immer wieder von Anekdoten unterbrochen, durch die europäische Geschichte des 18. Jhs. über den Österreichischen Erbfolgekrieg, den Siebenjährigen Krieg, die polnischen Teilungen bis zur Errichtung des Großherzogtums Warschau. Die polnischen Soldaten machen den Zug der Großen Armee nach Moskau mit, und der Warschauer Aufstand 1830/31 wird vorbereitet. In ihrem Schlußwort erklärt Mme Scher-Zembitska, daß es ihr um Migrationsforschung ginge. Da vermißt der Leser aber eine methodologische Auseinandersetzung mit der Thematik oder ein Eingehen auf die umfangreiche neuere Literatur. Aus Freundschaftsbanden würden, so die Autorin, sichere Netze für Krisenzeiten. Die anfängliche »immigration assez classique« nehme später die Form eines »tourisme éclairé« (S. 411) an, parallel dazu finde eine nichtadlige Immigration statt. Neue Ideen kämen seit 1794 aus Frankreich in das »Pologne moribonde« (S. 88, 412) und rüttelten die »léthargie polonaise« auf. Als dritte Stufe sieht die Verfasserin die Immigration als politische Wahl. Erst im Kreise der Länder der Europäischen Union könne Polen wieder als Phönix aus der Asche entstehen (S. 414).

Die Arbeit ist auf einer breiten Basis von Zitaten aus Quellen und älterer Sekundärliteratur aufgebaut, die zum großen Teil keinen besonderen Aussagewert besitzen. Auf S. 108 erscheint etwa »le staroste de Thlumacki en Galicie, qui est d'une grandeur d'âme et d'une grande sagesse«. Erstens könnte man das Zitat ruhig streichen, zweitens ist es inkorrekt, im Jahre 1752 von Galizien zu sprechen, und drittens kann man nicht die Namen der Quellen übernehmen, so daß nicht klar ist, um wen es sich eigentlich handelt (eine Starostei oder ein Mitglied der Familie Humiecki?). Personen- und Ortsregister helfen da auch nicht weiter, da sie fehlerhaft und schlampig erstellt sind. Unter vielem anderen ist Courlande nicht aufgeführt, aber erwähnt auf S. 32, 84f., 202, 324, ebenso wie die Stadt (sic!) Rügen (S. 32) und das zu Czentoszchow (S. 171) mutierte Czestochowa. Kam"janec' Podil's'kyj/Kamieniec-Podolski steht als Kamenieck-Podolsk im Register, im Text finden sich Kamieniec (S. 17), Kaminieck (S. 173), Kamieniec-Podolsk (S. 45) und Kamienek Podolsk (S. 22). Das polnische Poznań wird mit der deutschen (S. 200, 399) und französischen Schreibweise (S. 16) abgewechselt. Ganz unübersichtlich ist das zum Beispiel bei L'viv/Lwów; ist der Autorin klar, daß Léopol (S. 84) und Lemberg (S. 372, 400) eben diese Stadt meinen? Bei den unzäh-